

Compte rendu

Ouvrage recensé :

The Shaping of Quebec Politics and Society: Colonialism, Power and the Transition to Capitalism in the 19th Century de Gérard Bernier et Daniel Salée, Washington, Philadelphia, London, Crane Russach, 1992, 170 p.

par Gilles Bourque

Politique, n° 22, 1992, p. 156-159.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/040737ar>

DOI: 10.7202/040737ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

The Shaping of Quebec Politics and Society : Colonialism, Power and the Transition to Capitalism in the 19th Century de Gérald Bernier et Daniel Salée, Washington, Philadelphia, London, Crane Russack, 1992, 170 p.

L'ouvrage s'appuie sur les travaux des deux auteurs depuis plus d'une décennie et propose une nouvelle interprétation de l'histoire du Québec, de 1791 au milieu du dix-neuvième siècle. Bernier et Salée saisissent le Québec de l'époque comme une société d'Ancien régime qui s'inscrit dans une période de transition du féodalisme au capitalisme. L'intérêt de cet excellent ouvrage tient aussi bien de la rigueur de l'analyse, que de la sagacité de la critique historiographique.

Les auteurs s'intéressent d'abord et avant tout à la dynamique des processus d'institutionnalisation qui produisent la société comme totalité. Archaïsme combien rafraîchissant en cette période qui prétend dévoiler la vérité du «social» par la multiplication des analyses sectorielles! L'inspiration marxiste se tient ici à mille lieues du dogmatisme et de l'économicisme. Au contraire, le rappel de Polanyi et d'Elias permet de poser le primat des relations sociales et d'affirmer que «la clef de l'analyse du changement social doit aussi être trouvée dans les procès de domination politique et de contrôle idéologique». Une telle approche saisit la période de transition en dehors de toute perspective téléologique qui déduirait de la présence effective du capitalisme la nécessité de son développement ultérieur. Les auteurs montrent, au contraire, de façon convaincante que ces traces du capitalisme sont enserrées dans les instances d'une société agraire dominée politiquement par le capital marchand et la propriété foncière et idéologiquement par une représentation religieuse des rapports sociaux.

La critique historiographique conteste l'importance que l'on accorde, au Québec, à la question nationale et, au Canada anglais, aux relations de dépendance. Les analyses que l'on peut lire au fil des pages nous convainquent assez facilement de la pertinence d'une problématique qui privilégie, en même temps qu'elle en pose le primat, les rapports sociaux internes au sein de la colonie. Je ne prendrai ici pour seul exemple que la communauté relative sur laquelle insistent Bernier et Salée du régime seigneurial et de la tenure en franc et commun soccage qui, malgré leurs natures théoriquement antithétiques, contribuent dans le contexte colonial

à fonder les assises du pouvoir au sein d'une société d'Ancien régime.

Il me faudrait, bien sûr, au moins cinq fois l'espace qui m'est imparti pour discuter de façon minimalement satisfaisante des perspectives analytiques que profile ce livre stimulant. Aussi, m'en tiendrai-je, encore que très succinctement, à circonscrire deux lieux de possibles débats. Le premier se rapporte à la sempiternelle question nationale. Après avoir fort justement critiqué la surévaluation manifeste dont elle a été et demeure encore souvent l'objet, les auteurs proposent une problématique, selon eux, plus fructueuse parce que plus attentive aux procès fondamentaux de production de la société comme totalité. Je ne saurais que partager une telle thèse dans ses fondements les plus essentiels. Il n'en reste pas moins, sans même retenir certains énoncés maladroits qui tendent à la liquéfaction du problème, que les auteurs arrivent mal à resituer la réalité nationale dans le cadre de leur propre problématique. Le combat mené par les Patriotes devient une lutte de libération nationale dans un cadre colonial. Encore une fois, je souscris entièrement à une telle thèse. Mais là s'arrête ma caution puisqu'ici s'interrompt abruptement l'analyse. Et, en guise d'ouverture d'un possible débat, j'avancerai que, ce faisant, les auteurs trahissent leur propre problématique d'au moins trois manières. La question nationale ne ressort, en premier lieu, que des relations externes, alors que les auteurs privilégient partout ailleurs les rapports internes à la colonie. Une telle position, deuxième difficulté, condamne l'analyse à demeurer essentiellement descriptive quand il s'agit de reconnaître les traces effectives de la discrimination nationale au sein de la société bas-canadienne, par exemple dans la participation aux instances du pouvoir. Une approche, partout ailleurs fortement et heureusement problématisée, devient ici proprement anecdotique. À propos de la question nationale (intérieure), enfin et conséquemment, les auteurs sont incapables d'avancer les mêmes propositions originales et stimulantes qu'ils formulent au dernier chapitre à propos du passage à la société libérale, après l'échec des Rébellions. En somme, les auteurs ne peuvent indiquer en quoi la société libérale québécoise héritera, en la transformant, de l'oppression nationale qu'initie la Conquête — réalité dont la reconnaissance et la prise en compte dans l'analyse n'équivaut en aucune manière à se soumettre à un paradigme nationaliste.

Le dernier chapitre, je viens de le souligner, ouvre des perspectives fort intéressantes sur l'analyse de la société libérale qui se formera après les Rébellions et qui durera au Québec jusqu'en 1960. À vrai dire, les débats commencent à peine à se structurer sur cette question, à tout le moins dans d'autres sentiers que ceux des problématiques du retard et de la société paysanne. L'intérêt du texte de Bernier et Salée réside à ce propos dans cette tentative de mesurer les effets de l'échec des Rébellions et des séquelles de la société d'Ancien régime sur la formation de l'État libéral et son éventuel développement. En dehors d'une perspective nationaliste, démarche tout aussi essentielle ici, les auteurs posent le problème de l'analyse de la particularité du conservatisme et du traditionalisme, caractéristiques de la société libérale québécoise. Or, la démarche, implicitement à tout le moins, permet de poser le problème à l'extérieur du traditionnel paradigme à deux têtes (nationaliste et libéral mais faussement antinationaliste) qui consiste à situer le Québec, dit traditionnel, hors du monde moderne, tel un cas exceptionnel, sinon unique, dont il faudrait chercher les causes du côté de l'oppression nationale ou du clergé ou du manque d'esprit du capitalisme. Ce conservatisme, Bernier et Salée en recherchent une partie des traces dans le procès de production de l'État libéral et la participation des élites d'Ancien régime à la suite de l'échec des Rébellions. Il importe de souligner que l'analyse quitte ici le milieu restreint de la nation canadienne-française et catholique pour embrasser le procès de formation de l'État du Canada-Uni dans son ensemble. Bref, Bernier et Salée contribuent ici à ouvrir une voie prometteuse et il faudrait sans doute un article pour étayer les questions et les remarques suivantes. Ne faut-il pas accueillir avec suspicion tout a priori qui pose la société québécoise de 1848 à 1960 à la marge, sinon à l'extérieur du modèle de développement des États modernes durant la période? La société libérale n'est-elle pas, par définition, conservatrice? Ne faut-il pas distinguer très nettement cette idéologie que l'on appelle le libéralisme et le pouvoir libéral et son discours? L'analyse de la particularité du conservatisme qui s'empare de la société libérale québécoise renvoie certes aux conséquences de l'échec des Rébellions comme le soutiennent Bernier et Salée. Mais ne faut-il pas en même temps, poser d'entrée de jeu, comme l'écrit quelque part Burdeau: «Historiquement, au point de départ de l'État libéral, il y a la Révolution non seulement vaincue mais discréditée».

Ces quelques lignes, je l'espère, auront suffi à convaincre le lecteur de la qualité d'un ouvrage qui devrait aussi être publié en français afin de lui assurer la diffusion la plus large possible.

Gilles Bourque
Université du Québec à Montréal